

Unité départementale de l'Hérault
520 allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier cedex 02

Montpellier, le 4 décembre 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 4 décembre 2024

Contexte et constats



Sea_Invest

Zone industrielle portuaire
Quai minéralier - Darse n°2
34200 Sète

Référence : UD34/H4/2024-150
Code AIOT : 0006601275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le **4 décembre 2024** de l'établissement Sea_Invest_1 implanté Zone industrielle du Port de Sète, quai minéralier, darse n°2, 34200 Sète. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sea_Invest_1
- Port de Sète - quai minéralier - darse n°2 - CS 10068 - 34201 Sète cedex
- Code AIOT : 0006601275
- Régime : Autorisation

Le groupe Sea_Invest est un opérateur de terminaux portuaires spécialisé dans la manutention portuaire, le transport intra-portuaire et l'entreposage portuaire de vrac industriels secs, de fruits & denrées alimentaires, de marchandises conventionnelles et de conteneurs. Il est présent, sur le plan mondial, dans 25 ports dont celui de Sète.

L'établissement Sea_Invest de Sète emploie actuellement 34 salariés en équivalent temps plein.

Le thème de visite retenu est le suivant : action nationale "ammonitrates"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « sans suite administrative ».
- « avec suites administratives »
 - Les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
 - Lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
 - Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suite administrative.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté ministériel du 13 avril 2010 Article 5	Sans objet
2	Affichage	Arrêté ministériel du 13 avril 2010 Article 10.7	Sans objet
3	Matières interdites et incompatibles	Arrêté ministériel du 13 avril 2010 Article 10.1	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté ministériel du 13 avril 2010 Article 10.3	Sans objet
5	Détection automatique	Arrêté ministériel du 13 avril 2010 Article 10.6	Sans objet
6	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 13 avril 2010 Article 11.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Evacuation des fumées	Arrêté ministériel du 13 avril 2010 Article 9.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La vérification par sondage de la conformité de l'établissement à l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703, **n'appelle aucune remarque critique.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 13 avril 2010. Article 5
Prescription contrôlée : [...] Ces documents ainsi que les enregistrements les accompagnant ou les registres de suivi sont mis à disposition du personnel concerné et de l'inspection des installations classées. [...] Les procédures d'exploitation sont des documents écrits qui indiquent notamment : - les modalités de gestion des stocks et de suivi de l'état des stocks et de conservation des engrais ; [...]
Constats : L'exploitant a présenté en séance un état des stocks de ses "ammonitrates" (<i>terme usuel utilisé pour désigner les engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium</i>). Cet état indique formellement la nature et la quantité précise des produits stockés. A date de l'inspection, aucun ammonitrate n'était stocké dans les cellules dédiées (cellules 6 et 7 du hangar H5). L'exploitant a également présenté un plan général des stockages. Aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Aucune

N° 2 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 13 avril 2010. Article 10.7
Prescription contrôlée : Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non. Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais. [...]
Constats : L'inspection a pu constater sur le terrain la présence d'un affichage clairement identifiable de produits visés par la rubrique 4702 (II, III et IV). Lors du stockage avéré d'ammonitrates, une pancarte ardoise, mentionnant le terme "ammonitrates" vient compléter l'affichage initial. Aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Aucune

N° 3 : Matières interdites et incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 13 avril 2010. Article 10.1
Prescription contrôlée : Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles. Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage : <ul style="list-style-type: none">- les matières combustibles (bois, palettes, carton, sciure, carburant, huile, pneus, emballages, foin, paille par exemple) ;- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, les semences ;- le nitrate d'ammonium technique, les produits agropharmaceutiques ;- les bouteilles de gaz comprimé ;- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple. [...]
Constats : L'inspection a pu constater sur le terrain qu'aucune matière combustible ou incompatible était entreposée à l'intérieur ou à proximité des stockages d'ammonitrates. Aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Aucune

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 13 avril 2010. Article 10.3
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux référentiels en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. [...]
Constats : L'exploitant a présenté en séance son dernier rapport de vérification périodique de ses installations électriques (rapport Q18) en date du 20 septembre 2024 par l'organisme "Bureau Véritas". Le Q18 est complété par un contrôle Q19 correspondant à la vérification thermographique des installations électriques. Quelques observations ont été mentionnées dans le Q18. A date, l'ensemble des observations ont été levées. Aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Aucune

N° 5 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 13 avril 2010. Article 10.6
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). [...] Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence. [...]
Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans. [...]
Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.

Constats :

L'exploitant dispose d'une détection automatique au sein de ses aires de stockage d'ammonitrates. L'exploitant a présenté en séance son dernier rapport de contrôle de ces installations en date du 25 novembre 2024 par l'organisme "Teledyne". Aucune non-conformité n'a été relevée dans le rapport. Aucune remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Aucune

N° 6 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 13 avril 2010. Article 11.2

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie définis à l'article 11.2.1 du présent arrêté ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment et du stockage couvert, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

[...]

L'exploitant dispose à cet effet d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, bouches, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que d'une part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que d'autre part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures.

Constats :

L'inspection a pu constater sur le terrain qu'un poteau d'incendie privé était situé à moins de 100 mètres des limites de stockage des ammonitrates. L'inspection a également vérifié la présence d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage et à proximité des aires de stockage extérieurs.

L'exploitant a présenté en séance son dernier rapport de contrôle de ces installations en date du 22 mars 2024 par l'organisme "HDPI". Quelques observations ont été mentionnées dans le rapport. A date, l'ensemble des observations ont été levées. Aucune remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Aucune

N° 7 : Evacuation des fumées

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 13 avril 2010. Article 9.1

Prescription contrôlée :

Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC). Ces dispositifs sont de type passif (à ouverture permanente) ou de type actif. [...]

Constats :

L'inspection a pu constater sur le terrain la présence de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées, ainsi que d'ouvrants faisant office d'amenées d'air. Aucune remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Aucune